

**Budget 2013**

## Budget 2013 : La FNCC s'interroge ...

Le 15 octobre dernier, la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture (FNCC) a estimé que « l'annonce d'un budget du ministère de la Culture) en diminution pour 2013 n'est pas réellement une surprise ; elle n'en reste pas moins profondément inquiétante. Dans ce temps exceptionnellement difficile pour les moyens publics, nous, élus locaux, avons la responsabilité de ne pas laisser porter atteinte au soutien des arts et de la culture et à notre mission de service public en ce domaine. Car la baisse ne pourra qu'affecter les capacités d'action, déjà menacées, des collectivités territoriales. Si des efforts sont inévitables, ils redoublent l'exigence de projeter pour l'avenir une stratégie pour la culture d'autant plus claire, dynamique et renouvelée dans ses moyens comme dans ses fins.

Les élus de la FNCC, au nom des attentes des territoires, affirment la nécessai-

re exception des politiques culturelles par rapport à des logiques d'économie. L'atteinte à leur stabilité financière est une atteinte directe aux droits culturels des personnes, à leur faculté d'espoir, de vigilance, de réactivité et de solidarité. Elle est aussi un coup porté à des secteurs d'activités souvent précaires, déployant des efforts difficiles en faveur de la vitalité de l'imaginaire partagé et du dynamisme des territoires sans aucune garantie de leurs moyens. Il est vrai que les bénéfices de cette action ne sont pas immédiatement quantifiables. Mais notre expérience d'élus de proximité ne fait aucun doute : ils sont précieux, irremplaçables. Affirmer une exception budgétaire des politiques des arts et de la culture ne saurait relever d'une pétition de principe. Il nous faut travailler à en formaliser le bien-fondé, à en renouveler le sens, à en optimiser

les moyens. Il ne s'agit pas de s'arc-bouter sur des acquis en attendant que passe l'orage.

La FNCC souligne toute sa disponibilité pour construire entre associations d'élus, avec les parlementaires, aux côtés des professionnels, des acteurs de la vie civile et avec le ministère de la Culture – appui incontournable d'un approfondissement de la décentralisation culturelle qu'attendent les territoires - une redéfinition stratégique du soutien public à la culture. Les arts ne sont pas là pour faire de l'argent ni créer des emplois. Ils le font aussi. Mais leur finalité est autre. Elle est de civilisation, de démocratie. En élaborant pour tous des propositions de plein exercice de la liberté, les arts manifestent leur exigeante accointance avec le politique. Cette convergence suppose une solidarité. Ensemble, veillons à construire et gardons-nous de défaire. »